

Paradoxe entre les bonnes perspectives de récoltes et les niveaux de prix élevés en Afrique de l'Ouest

NISA 28 – Février 2009

I. Les céréales locales connaissent des niveaux de prix élevés pendant la période de récoltes 2008/09.

Malgré les bonnes productions agricoles qui se situent nettement au dessus des moyennes quinquennales, la campagne de commercialisation 2008/09 démarre avec des niveaux de prix des céréales très élevés. L'augmentation des prix entamée en 2007/08 s'est renforcée en début 2009. Jusqu'en mi 2008, les tendances haussières les plus marquées avaient concerné essentiellement le riz et le blé, les deux principales céréales importées dans la région. Les prix des céréales locales (mil, sorgho et maïs) bien qu'ayant connues des évolutions contrastées selon les pays et les saisons, atteignent des niveaux exceptionnels au moment où on s'attendait à leur baisse saisonnière pendant les récoltes entre octobre 2008 et février 2009. Là où on a observé quelques rares baisses, elles ont été de faible amplitude. Malgré un approvisionnement satisfaisant sur la majorité des marchés clés de la région, les prix nominaux des céréales sont supérieurs d'une part à leur moyenne des cinq dernières années et d'autres parts aux niveaux de 2004/05, une année de mauvaises productions et des prix élevés qui avaient engendré par la suite la dernière crise alimentaire dans la région. Le prix nominal de mil en février 2009, par exemple, était sur certains marchés de 30 à 50 pourcent supérieurs à la moyenne de cinq ans et d'environ 20 pourcent supérieur aux prix de février 2005. En d'autres termes, les prix actuels à la consommation des céréales locales représentent par endroits le double de leur valeur moyenne pour cette période et on aurait du voir ces niveaux de prix que seulement pendant la période de soudure, soit trois mois plus tard.

En plus des facteurs structurels internes et liés au marché mondial des produits importés, une combinaison d'autres facteurs conjoncturels liés aux marchés nationaux et régionaux des céréales locales permet d'expliquer la hausse des prix au plan local, national et régional, la demande qui se reporte sur les céréales locales avec la hausse du riz importé, les mouvements de reconstitution des stocks de sécurité alimentaire paysans et nationaux, les politiques commerciales comme les entraves aux échanges, la parité monétaire, le fonctionnement des marchés en rapport avec le comportement des acteurs, les OP mettant en marché très progressivement leur production cette année au Mali et au Burkina. S'il reste encore difficile d'expliquer avec certitude la part de chaque élément dans la dynamique actuelle des prix, il est de plus en plus évident que la hausse des prix des denrées alimentaires importées, principalement le riz et le blé enclenchée depuis 2006/07 s'est transmise sur ceux des prix des céréales locales. Cette transmission a été plus vite selon le degré de dépendance du pays ou de la zone à l'égard des importations.

Dans le cas des pays sahéliens gros producteurs de céréales comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger, les économies alimentaires sont fondées sur la production nationale qui couvre près de 90% des besoins intérieurs. En plus d'un surplus exportable de céréales locales, ces pays notamment le Mali et le Burkina Faso produisent assez de riz d'où leur moindre dépendance des importations.

Par contre dans le cas des pays de la façade atlantique comme le Sénégal et la Mauritanie fortement extravertis, la forte dépendance des importations de blé et de riz s'est traduite par un impact plus marqué sur les



prix des denrées. Malgré les productions de riz en système pluvial et irrigué dans la vallée du fleuve sénégal que se partagent les deux pays, le Sénégal importe plus de 80% de ces besoins en riz, soit près sept cent mille tonnes annuellement et la Mauritanie est encore plus dépendante des importations et de l'aide alimentaire car la production couvre à peine 25% des besoins de consommation en céréales. Au Sénégal, le mouvement de hausse des prix des denrées importées s'est enclenché depuis 2006 quant les prix en cours étaient nettement supérieurs à leur moyenne des cinq dernières années. En plus, ce mouvement à la hausse des prix était dopé par des mauvaises récoltes de 2006 et 2007 et le surenchérissement des céréales importées du Mali.

2. Quel impact la hausse simultanée des prix du riz importé et celle des céréales locales, ainsi que la baisse des transferts des migrants peuvent avoir sur les populations rurales et urbaines de la région ?

Pendant les deux dernières décennies, les populations sahéliennes ont jugulé régulièrement des crises alimentaires, certes de moindre ampleur, mais souvent aigües, en se reportant sur le riz importé lorsque les prix des céréales sèches atteignent des niveaux aussi élevés comme ceux depuis 2007/08. C'est le cas aussi bien des populations urbaines que rurales. Le riz importé par la stabilité de son prix qu'on peut voir à travers les séries décennales et sa disponibilité régulière sur les marchés, régulaient les très fortes variabilités intra et interannuelles des prix des céréales locales et permettait d'atténuer les cas d'insécurité alimentaire qui découlaient. Aujourd'hui, les niveaux élevés du prix du riz importé, devenu même plus cher que le riz local, ne permet plus ce choix tactique de report auquel les populations avaient jusque là recours. C'est moins l'allure à la hausse des prix des céréales locales qui constitue un problème, que la difficulté nouvelle pour les populations de trouver du riz devenu très cher, comme céréale de substitution pendant la prochaine période de soudure (juin-septembre). **Le maintien de la hausse simultanée des prix des**

céréales locales et celui du riz importé présage des difficultés d'accès alimentaires d'ici les prochaines récoltes, principalement pour les couches sociales à revenus faibles et dépendant entièrement des marchés pour leur approvisionnement. Selon que l'on soit dans les pays sahéliens enclavés ou ceux de la façade atlantique, elle sera avant tout « une crise de riz ». Pour les populations démunies, c'est le coût des céréales de base qui devient prohibitif donc quasi-inaccessible après celui des autres denrées alimentaires depuis 2006. Pour les pays enclavés il s'agira de résoudre une difficulté soudaine d'assurer un approvisionnement correct par des importations de riz qui seront de plus en plus problématiques et de faciliter la libre circulation des céréales dans la sous région.

3. Quelles mesures préconisées pour pallier à la flambée des prix de céréales.

Depuis les premiers signaux de la flambée des prix en 2006, les Etats, les institutions de coopération et d'intégration régionales (CEDEAO, UEMOA) et leurs partenaires au développement ont engagé dans la région des mesures qui visaient deux grandes préoccupations divergentes et qu'il faut reconnaître difficile à concilier dans le court terme. Il s'agit d'exploiter le contexte des prix élevés pour booster les productions locales en appuyant les producteurs locaux, rémunérant leur travail et en augmentant les investissements agricoles. Au même moment, il faut favoriser l'accès à l'alimentation des populations les plus démunies en milieu rural qu'urbain par les allègements fiscaux sur les importations, les interventions sur les marchés et les opérations ciblées en faveur des populations vulnérables dans le but d'augmenter l'offre domestique des produits céréaliers. Bien que la tendance haussière des prix fût perceptible dès 2006, la mise en œuvre des premiers programmes pour faire face n'a réellement débuté qu'en 2008. Contrairement aux programmes d'intensification des productions locales, l'impact des mesures de régulation des marchés fût rarement perçu. L'heure est aux bilans préliminaires de ces programmes et mesures. La principale recommandation à préconiser vise à favoriser la relance des productions céréaliers locales pour

réduire la dépendance de la région des importations et donc du marché international. Dans l'immédiat, il s'agit d'assurer en même temps un approvisionnement correct des zones structurellement déficitaires (rurale et urbaine) et réunir toutes les conditions pour une bonne réussite de la campagne agricole 2009/10 par la mise en place à temps des intrants de production. On peut néanmoins s'interroger sur le caractère soutenable à long terme des mesures de subvention à la production.

4. Les évaluations conjointes de la sécurité alimentaire en cours en Afrique de l'Ouest pour l'aide à la prise de meilleures décisions.

Face à cette situation de flambées de prix, le FEWS NET en partenariat avec le CILSS, le PAM et les dispositifs nationaux de suivi des marchés ont lancé tout comme en 2008, les missions d'évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés à partir du 10 février 2009. Ces missions couvriront l'Afrique de l'Ouest à travers les trois grands bassins de production et de commerce depuis le Cameroun jusqu'en Mauritanie. Il s'agit de faire le point de l'état des disponibilités et des stocks sur les marchés, évaluer la tendance des prix, de l'offre et de la demande, dévaluer la possibilité d'un approvisionnement normal des zones déficitaires, des possibilités d'accès des groupes vulnérables et cela pour :

- Connaître le niveau des prix actuels, les stocks sur les marchés transfrontaliers, les perspectives et le sens des flux en fonction des dynamiques de l'offre et de la demande ;
- Fournir des données et des informations fiables aux structures gouvernementales de gestion des stocks de sécurité alimentaire, de l'assistance aux populations en difficulté alimentaire et aux analystes des marchés agro-alimentaires des systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce.
- Alerter à temps les décideurs sur toute mesure adéquate à prendre dans le cadre de la gestion de la flambée des prix.
- Fournir un référentiel pour piloter les interventions de sécurité alimentaire dans les pays et la région et cela jusqu'aux prochaines récoltes 2009-2010.

5. Invasion de chenilles au Liberia : le CILSS et la FAO évaluent la situation

En janvier 2009, le Libéria a été déclaré envahi par une forte pullulation de chenilles que le pays n'avait jamais connu auparavant. Confronté à ce fléau, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et demandé l'appui de la Communauté internationale.

La première mission prospective a apporté les arguments suivants pour affirmer que l'insecte en cause n'était pas la chenille légionnaire comme précédemment annoncé :

1. la morphologie des chenilles et des adultes ;
2. les chenilles se transforment en nymphes sous les feuilles tombées, à la différence de la chenille légionnaire qui fait sa nymphose dans le sol ;
3. les chenilles marchent comme les chenilles géomètres (arpeuteuses) qui n'est pas le cas chez les chenilles légionnaires.
4. Les réponses données par IITA et CABI indiquent qu'il s'agit de *Achaea catocaloides* Guenée.

Selon le rapport présenté par les experts, les principaux impacts de la pullulation sont :

- contamination des eaux par les déjections et les cadavres de chenilles rendant les eaux impropres à la consommation ;
- quelques dégâts sur le caféier, le cocotier, la banane plantain, et la flore sauvage ;
- abandon des logements et des champs par les populations
- pollution de l'eau par les écailles poudreuses des ailes des adultes qui peuvent être source d'allergies à certaines personnes ;
- développement probable d'une seconde génération.

Au total, cinquante cinq localités ont été déclarées infectées. Ces localités se trouvent dans les parties nord et ouest du Liberia. En se fondant sur les données du cycle vital et des observations de terrain, des larves âgées pourraient apparaître au plus tard dans la deuxième quinzaine de mars.

La mission du CILSS :

A court terme :

- A cause de l'inexistence de service national de la protection des végétaux au Libéria, il est nécessaire de former rapidement des techniciens pour les prospections et les traitements mais aussi les producteurs en tant qu'auxiliaires de la PV ;
- Il faut mettre en place des équipes de surveillance et de lutte comprenant du personnel des services techniques et ces auxiliaires ;

- les zones à prospecter doivent évidemment inclure celles où repoussent les Dahoma de manière générale et en particulier celles où les arbres sont au cours de reverdissement ;
- Pour couvrir tout le territoire nécessitant prospection et lutte, il faut sensibiliser la population de manière à ce qu'elle contribue effectivement aux opérations de surveillance.

Sources d'information

Cette note d'analyse du RPCA a été réalisée sur la base d'informations ou d'analyses fournies par différentes institutions spécialisées membres ou non du Réseau. Plus d'informations peuvent être obtenues sur leurs sites Web respectifs.

				
www.westafricacclub.org	www.fews.net	www.cilss.bf	www.fao.org	www.wfp.org
✉: sibirijean.zoundi@oecd.org ☎: +33 1 45 24 19 82	✉: ssow@fews.net ☎: +226 50 37 47 06	✉: konate.amadou@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33 ✉: moussa.cisse@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33	✉: henri.josserand@fao.org ☎: +39 06 57 05 30 99	✉: naouar.labidi@wfp.org
✉: leonidas.hitimana@oecd.org ☎: +33 1 45 24 17 98	✉: librahim@fews.net ☎: +227 96 97 70 11	✉: b.sidibe@aghrvmet.ne ☎: +227 20 31 53 16		

Afrique Verte www.afriqueverte.org, Reliefweb: www.reliefweb.int/

OCHA: www.humanitarianinfo.org & <http://ochaonline.un.org/>; SISA/CNSA: www.sisa.bf

Pour un meilleur accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Dans le but de favoriser l'accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, en vue de la prise de décision pour l'action, le RPCA s'est doté d'un site Web. Pour vos questions en rapport avec la situation alimentaire et nutritionnelle, et notamment vos besoins en documents analytiques sur la question, ce site est désormais à votre disposition : www.food-security.net